



**MALADIES NON
TRANSMISSIBLES : CE
QUE LES AUTORITÉS
MUNICIPALES, LES
ADMINISTRATIONS
LOCALES ET LES
MINISTÈRES CHARGÉS DE
L'URBANISME DOIVENT
SAVOIR**

Note d'information
pour les
administrations
locales

POINTS ESSENTIELS

- L'urbanisation est à l'origine de l'épidémie de maladies non transmissibles (MNT).
- Les MNT menacent la résilience et la pérennité des villes.
- Au niveau municipal et local, des initiatives peu onéreuses permettent de prévenir les MNT et ont d'autres effets positifs pour la société.
- La prévention doit être un élément essentiel des initiatives de lutte contre les MNT.
- Les instances compétentes en matière d'urbanisme ont un rôle fondamental à jouer pour lutter contre les MNT et leurs effets socioéconomiques.
- La lutte contre les MNT offre au gouvernement, au secteur privé et à la société civile la possibilité de collaborer afin de changer le cours des choses pour des populations urbaines entières, en améliorant leur existence et en sauvant des vies.

1. L'urbanisation est à l'origine de l'épidémie de MNT

- Les modes de consommation, de vie et de travail des citoyens risquent d'entraîner une augmentation des cas de MNT en ville. Ces maladies sont déjà responsables de près de 70 % des décès dans le monde chaque année¹, l'urbanisation rapide et non planifiée en étant un facteur majeur. L'environnement urbain limite les possibilités d'activité physique et assure à l'industrie un marché captif lui permettant de promouvoir l'usage du tabac et la consommation nocive d'alcool, d'aliments et de boissons mauvais pour la santé.² La qualité de l'air est également un problème important dans les environnements urbains – en 2012, les MNT provoquées par la pollution atmosphérique ont causé plus de 8 millions de décès;³ pourtant, à peine une ville sur dix dans le monde atteint les cibles fixées pour lutter contre la pollution.⁴

2. Les MNT menacent la résilience et la pérennité des villes

- Les MNT ne sont pas uniquement un problème de santé ; elles ont des conséquences économiques non négligeables. Si rien ne change, on estime que dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, les pertes économiques cumulées dues aux quatre principales MNT seront supérieures à 7 000 milliards de dollars US sur la période 2011-2025, ce qui représente près de 4 % de la production réalisée par ces pays en 2010.⁵ Comme la plupart de la population mondiale vit actuellement dans des zones urbaines⁶, et que la proportion de citoyens augmente rapidement, les villes et leurs entreprises vont être durement touchées par le fardeau que représentent les MNT pour la santé et pour l'économie.
- Les soins prodigués aux personnes atteintes de MNT nécessitent des ressources qui ne sont pas allouées aux autres priorités municipales. La charge de plus en plus lourde des MNT, notamment chez les jeunes et les personnes d'âge mûr, grève les budgets de santé. Si ces tendances se confirment, les villes auront de plus en plus de mal à financer des soins de santé et des services de protection sociale appropriés pour les malades, compte tenu de

la surpopulation, du manque d'assainissement, de la violence et de la criminalité, et d'autres problèmes concomitants. La prise en considération des MNT dans le cadre de l'urbanisme contribue à éviter ce scénario, tout en ayant des retombées positives pour le développement durable en général.

Que sont les MNT et pourquoi les Acteurs publics doivent-ils collaborer ?

Les principales MNT sont au nombre de quatre : les maladies cardiovasculaires (qui comprennent les cardiopathies et les accidents vasculaires cérébraux), le cancer, le diabète et les affections respiratoires chroniques.

Les MNT provoquent 38 millions de décès chaque année, dont 16 millions de décès prématurés (survenant avant l'âge de 70 ans). La plupart des décès prématurés sont dus aux quatre principaux facteurs de risque comportementaux - le tabagisme, l'usage nocif de l'alcool, la sédentarité et la mauvaise alimentation.

L'exposition de la population à ces facteurs de risque comportementaux est largement déterminée par les politiques menées en matière de commerce, de travail, de fiscalité, d'urbanisme, d'éducation, et dans d'autres secteurs ne relevant pas de la santé. Cela signifie qu'une meilleure cohérence des politiques des différents secteurs permettrait d'éviter un grand nombre de décès prématurés et de handicaps dus aux MNT.

Étant donné la charge que représentent les MNT pour la société, l'économie et l'environnement, il est possible de définir des stratégies et des approches qui assurent des bénéfices partagés à l'ensemble des secteurs concernés.

L'objectif 3 de développement durable (ODD) comporte des cibles sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles. Si l'on réalisait ces cibles, on agirait en faveur de l'ODD 11, pour que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables. On favoriserait notamment une meilleure qualité de l'air et des modes de vie plus sûrs et plus sains.

1 Global Burden of Disease 2013 Mortality and Causes of Death Collaborators (2015). "Global, regional, and national age-sex specific all-cause and cause-specific mortality for 240 causes of death, 1990–2013: a systematic analysis for the Global Burden of Disease Study 2013." *Lancet*, 385: 117–71.

2 WHO (2010). "Urbanization and health." *Bull World Health Organ*, 88:245–246.

3 OMS. 2016. "L'insalubrité de l'environnement provoque 12,6 millions de décès par an." [<http://www.who.int/mediacentre/news/releases/2016/deaths-attributable-to-unhealthy-environments/fr/>]

4 OMS (2014). "La qualité de l'air se détériore dans de nombreuses villes du monde." [<http://www.who.int/mediacentre/news/releases/2014/air-quality/fr/>]

5 WHO, WEF (2011). "From burden to 'best buys': reducing the economic impact of NCDs in LMICs." [http://www.who.int/nmh/publications/best_buys_summary.pdf?ua=1]

6 Plus de la moitié de la population mondiale vivait en ville en 2010, proportion qui devrait atteindre 60 % en 2030 et 70 % en 2050.

3. Au niveau municipal et local, des initiatives peu onéreuses permettent de prévenir les MNT et ont d'autres effets positifs pour la société

Les initiatives ci-après devraient être envisagées sérieusement :

- Légiférer pour créer des espaces entièrement non-fumeurs dans tous les lieux de travail intérieurs, les lieux publics et les transports publics ;
- Avertir les personnes des dangers du tabac et de la fumée du tabac en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces et à des campagnes dans les médias ;
- Interdire toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage ;
- Lorsque cela est possible, rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant les droits d'accise sur le tabac ;
- Réglementer la disponibilité de l'alcool dans le commerce et pour le public ;
- Limiter ou interdire la publicité en faveur de l'alcool et les promotions sur les boissons alcoolisées ;
- Lorsque cela est possible, appliquer une politique de prix consistant, par exemple, à augmenter les droits d'accise sur les boissons alcoolisées ;
- Collaborer de manière transparente avec le secteur privé pour réduire les quantités de sel et de sucre dans les aliments transformés et mener des campagnes de sensibilisation sur la nécessité de réduire la teneur des aliments en graisses, en sucre et en sel ;
- Exécuter des programmes de sensibilisation du public sur l'alimentation et l'activité physique.⁷

Bien aménagées, les villes offrent des possibilités uniques pour agir sur la santé de façon positive. La création de rues piétonnes ou adaptées aux aînés, la limitation de la circulation, la mise à disposition d'espaces verts sûrs, l'augmentation du nombre de pistes cyclables et l'élargissement de l'accès aux transports publics (par exemple, via un service de transport rapide par bus) ont entraîné une hausse de l'activité physique, réduit le nombre de décès sur les routes et limité la pollution environnementale. En veillant à ce que les gens – en particulier les femmes – soient et se sentent en sécurité lorsqu'ils marchent ou jouent en ville, on encourage l'intégration

de l'activité physique dans les activités quotidiennes. Les transports publics permettent de limiter les embouteillages et de réduire la pollution, et favorisent l'activité physique, lorsqu'il faut parcourir à pied la distance entre l'arrêt de bus ou la gare et sa destination finale.⁸

Un appel à l'action

Dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, les gouvernements dans leur ensemble – et pas uniquement les ministères de la santé – se sont engagés à soutenir les initiatives nationales contre les MNT.

Les autorités municipales, les administrations locales et les ministères compétents en matière d'urbanisme ont un rôle essentiel à jouer dans le cadre des mesures visant à lutter contre les MNT.

“Peut-on reprocher aux enfants d'être dépendants à la nicotine quand ils peuvent acheter des cigarettes à l'unité aux portes de leur école? Peut-on rendre les parents responsables du surpoids de leurs enfants quand il n'y a pas d'espaces verts dans les villes ou quand le taux de criminalité est si élevé qu'il est dangereux pour les enfants de jouer dehors? Pour les millions de personnes qui vivent dans ce qu'on appelle les 'déserts alimentaires urbains', il est tout simplement impossible d'avoir une alimentation saine.” – Margaret Chan Directeur général de l'OMS, 2015

L'urbanisme devrait tenir compte des options suivantes :

- Appliquer des mesures d'occupation des sols et des règlements sur l'utilisation des sols qui limitent la vente et la commercialisation de produits néfastes pour la santé à proximité des écoles et dans les autres zones où des enfants sont présents ;
- Rendre les aliments sains plus disponibles et plus accessibles, notamment dans les communautés à revenu faible, grâce aux marchés de producteurs agricoles, aux potagers, à un accès facile aux supermarchés et aux épiceries, ainsi qu'en incitant les marchands ambulants/détaillants spécialisés dans les produits alimentaires à vendre des produits

⁷ Ces options de politique générale figurent dans le Plan d'action mondial de l'OMS pour la lutte contre les maladies non transmissibles pour 2013-2020. D'autres options sont proposées à l'Annexe 3 de ce plan. [http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/94384/1/9789241506236_eng.pdf?ua=1] (en anglais)

⁸ WHO and UNHabitat (2016). "Global report on urban health: equitable, healthier cities for sustainable development." [http://www.who.int/kobe_centre/measuring/urban-global-report/ugr_full_report.pdf?ua=1]

plus sains/se rendre dans les communautés urbaines mal desservies ;⁹

- Encourager des déplacements actifs travail-domicile au moyen de zones mixtes qui placent les commerces, les services et les emplois à proximité des habitations ;
- Mettre l'accent sur des modes de transport, des infrastructures et des services sûrs, abordables et efficaces qui 1) encouragent l'activité physique telle que la marche ou le vélo ; 2) assurent un accès rapide aux services de santé ; et 3) sont adaptés à tous les types de handicap ;
- Privilégier des modes de transport public plus propres qui permettent de limiter la pollution atmosphérique et de réduire les cas de MNT respiratoires ;
- Accroître l'accès aux installations de loisirs, à des espaces verts sûrs et à des trottoirs bien entretenus utilisables par les piétons.



Données concernant le retour sur investissement¹⁰

Donnée 1. Les conséquences économiques des MNT sont très lourdes.

- Si rien ne change, on estime que dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, les pertes économiques cumulées dues aux quatre principales MNT seront supérieures à 7 000 milliards de dollars US sur la période 2011-2025, ce qui représente près de 4 % de la production réalisée par ces pays en 2010.

Donnée 2. Le renforcement de la prévention et de la maîtrise des MNT a un coût très peu élevé par rapport à la charge de ces maladies.

- On estime que les mesures appliquées au niveau de la population afin de limiter le tabagisme et l'usage nocif de l'alcool, d'améliorer l'alimentation et d'encourager l'activité physique coûtent 2 milliards de dollars US par an pour l'ensemble des pays à revenu faible ou intermédiaire – soit moins de 0,40 dollar US par personne ;
- Les interventions contre les MNT les plus efficaces pour les individus coûtent 11,4 milliards de dollars US par an pour l'ensemble des pays à revenu faible ou intermédiaire (l'investissement annuel allant de moins de 1 dollar US par personne dans les pays à revenu faible à 3 dollars US par personne dans les pays à revenu intermédiaire supérieur).

Donnée 3. Le renforcement de la prévention et du traitement assure des gains considérables.

- Sur le plan économique, le gain sera une augmentation de la production de plusieurs milliards de dollars. Par exemple, si les taux de mortalité dus aux cardiopathies ischémiques et aux accidents vasculaires cérébraux baissaient de 10 %, on estime que les pertes économiques des pays à revenu faible ou intermédiaire diminueraient de 25 milliards de dollars US par an, somme trois fois plus élevée que l'investissement voulu pour les mesures qui permettent ce gain ;
- Sur le plan sanitaire, on obtiendrait un retour sur investissement en évitant plusieurs millions de décès prématurés.

9 L'environnement alimentaire peut comprendre la disponibilité et l'accessibilité des aliments ainsi que la publicité en faveur des aliments et leur commercialisation. Certains quartiers sont qualifiés de "déserts alimentaires", car il ne s'y trouve ni supermarché, ni autre détaillant qui propose des aliments abordables et nutritifs. Les habitants de ces quartiers qui, la plupart du temps, ont des revenus modestes, manquent souvent de moyens de transport et sont tributaires des commerces plus petits qui ne proposent pas d'aliments sains, ou qui les vendent à des prix plus élevés. En outre, les magasins qui vendent des aliments de restauration rapide mauvais pour la santé ont tendance à se concentrer dans les zones plus pauvres.

10 WHO, WEF (2011). "From burden to "best buys": reducing the economic impact of NCDs in LMICs."

4. La prévention doit être un élément essentiel des initiatives de lutte contre les MNT

Il est crucial d'investir en faveur d'un accès élargi aux services de dépistage précoce, de diagnostic et de traitement. Toutefois, aucune ville ni aucun pays ne peut sortir de l'épidémie de MNT en se contentant de traiter les malades. Les coûts des soins sont simplement trop élevés.¹¹

5. Les instances compétentes en matière d'urbanisme ont un rôle fondamental à jouer pour lutter contre les MNT et leurs effets socioéconomiques

Les effets de l'urbanisation sur la santé des populations, l'équité en santé et l'environnement sont des préoccupations centrales des autorités nationales et municipales. Les inégalités devant la maladie et les décès prématurés causés par les MNT sont fréquents dans les villes. Par exemple, les habitants des quartiers pauvres, très exposés aux facteurs de risque des MNT, ont également des problèmes d'accès aux services de santé essentiels.¹² Les MNT peuvent acculer les individus et les familles à la pauvreté, accroître les inégalités et aggraver les vulnérabilités.

Les administrations locales ont souvent des compétences politiques et législatives qui leur permettent d'agir sur des questions essentielles pour le risque de MNT. Elles doivent exercer ces compétences pour sauver, prolonger et améliorer des vies. Elles doivent contribuer à faciliter les choix sains.



6. Pour commencer

En premier lieu, les autorités municipales, les administrations locales et les ministères chargés de l'urbanisme devraient :

- Encourager leur(s) ville(s) à faire partie du Réseau des Villes-santé ;¹³
- Mettre sur pied un comité directeur ou un conseil de coordination interdisciplinaire au sein duquel les responsables de l'urbanisme, du logement, de l'assainissement, de l'environnement et/ou des transports agissent de concert avec le secteur de la santé et d'autres secteurs pour intégrer les MNT et leurs facteurs de risque dans les questions d'aménagement du territoire ;
- Prendre des mesures pour limiter les conflits d'intérêts entre les élus/les fonctionnaires et les grands groupes producteurs de tabac, de produits alimentaires et de boissons alcoolisées ; ces derniers cherchent souvent à influencer les gouvernements au moyen d'arguments peu objectifs et fallacieux pour entraver la lutte contre les MNT.

Les décès prématurés et les souffrances indicibles causés par les MNT sont le fléau du 21^e siècle.

S'attaquer à la charge des MNT offre au gouvernement, au secteur privé et aux organisations de la société civile la possibilité de mener une collaboration étroite sans précédent, et de changer le cours des choses pour des populations urbaines entières, en améliorant leur existence et en sauvant des vies. Quant aux villes, elles ont la possibilité de montrer leur vraie valeur et de tirer pleinement parti de leurs avantages.

Avec les politiques et les investissements qui conviennent, et grâce au soutien judicieux de l'ensemble des partenaires, il est possible de renverser la vapeur.

11 Cf. Maher, D. Ford, N., and Unwin, N. (2012). "Priorities for developing countries in the global response to non-communicable diseases." *Globalization and Health*, 8: 14.

12 Cf. e.g. Haregu, TN, et al. (2015). "Co-occurrence of behavioural risk factors of common non-communicable diseases among urban slum dwellers in Nairobi, Kenya." *Glob Health Action*, 8: 10.3402/gha.v8.28697.

13 Des milliers de villes dans le monde font partie du Réseau des Villes-santé. Les stratégies de mise en œuvre diffèrent selon les villes, mais toutes se fondent sur l'idée essentielle de faire intervenir de nombreux membres de la communauté et des acteurs divers, et d'obtenir l'engagement des élus municipaux pour parvenir à une large mobilisation et à une organisation rationnelle. Le statut de Ville-santé ne dépend pas des infrastructures sanitaires actuelles, mais plutôt d'un engagement en faveur de l'amélioration de l'environnement d'une ville, et de la volonté de créer les liens politiques, économiques et sociaux nécessaires.



Des initiatives sans précédent des maires et des autorités municipales

En septembre 2015, pendant le sommet sur les objectifs de développement durable, des maires de 40 pays se sont rencontrés et ont déclaré qu'ils s'engageaient en faveur du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Au nombre des initiatives menées par des maires figurent le Conseil mondial des maires sur le changement climatique, les 100 villes résilientes de la Fondation Rockefeller, le C40 - Groupe de villes leaders en matière climatique - ainsi que d'autres initiatives diverses, souvent dirigées conjointement par des fondations et soutenues par la société civile et les partenaires du secteur privé.¹⁴

La lutte antitabac, mentionnée à la cible 3.a du Programme de développement durable à l'horizon 2030¹⁵, est le domaine où le rôle moteur des municipalités est le plus évident. Des centaines de villes du monde entier - y compris des mégapoles comme Beijing, Mexico, New York et Sao Paulo - sont devenues des villes sans fumée avec succès. Appliquées au niveau municipal pour protéger les populations de l'exposition à la fumée du tabac, certaines mesures spécifiques peuvent inciter un pays à interdire l'usage du tabac, l'action de sensibilisation et l'impulsion des dirigeants municipaux étant largement reconnues.¹⁶



- 14 SDSN and the Global Taskforce of Local and Regional Governments for Post-2015 Development Agenda towards Habitat III. "A Declaration of Cities' Commitment to the 2030 Sustainable Development Agenda." [https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSdTcEjf_mPt2w5tN4hEJL_XIVTnAWX1fwS-8hDPIqNh4zdKQ/viewform]
- 15 Le Secrétariat de la Convention-cadre coordonne la réalisation de la cible 3.a dans le monde sous l'autorité de la Conférence des Parties. À sa 7^e session (7-12 novembre 2016), la Conférence des Parties examinera la question de la réalisation de la cible 3.a dans le cadre de la coopération internationale.
- 16 WHO (2011). "Making Cities Smoke-free." [http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/44773/1/9789241502832_eng.pdf]

© Organisation mondiale de la Santé et Programme des Nations Unies pour le développement 2016. Tous droits réservés.

L'élaboration de la présente note d'information a été coordonnée par une équipe conjointe OMS-PNUD. Cette note d'information vise à sensibiliser et propose un ensemble d'options pour agir. Elle ne fait pas état de la position officielle de l'OMS ou du PNUD et n'a pas été transmise à leurs organes directeurs respectifs. Les références aux États Membres et aux partenaires ne constituent ni n'impliquent une quelconque approbation de cette note d'information.

WHO/NMH/NMA/16.89

